



**RÉGRESSIONS EN MARCHÉ : LE SUJET DES
PESTICIDES FACE AUX RECULS POLITIQUES
ET LÉGISLATIFS EN FRANCE.**

DOSSIER À LIRE EN P.6

STOP AUX PESTICIDES

Aidez Générations Futures dans sa campagne juridique contre les pesticides



Accédez au site de
Généralions Futures
pour :



SCANNEZ-
MOI !

1

Découvrir nos actions, nos publications

2

Localiser nos relais locaux

3

Adhérer, faire un don

L'ÉDITO



SOMMAIRE

P.4-5 ACTUALITÉS

P.6 DOSSIER

Régressions en marche : Le sujet des pesticides face aux reculs politiques et législatifs en France.

P.10 ALTERNATIVES

La Semaine Pour les Alternatives aux Pesticides (SPAP) fêtera ses 10 ans en mars 2025 !

P.11 JOURNAL DES RELAIS

P.12 SOUTIEN

Septembre 2024 / n°66

Lettre d'information de Générations Futures.

179 rue La Fayette, 75010 Paris.

Coordinatrices de ce numéro :
Emilie Örmen, Nadine Lauverjat.

Rédaction : l'équipe de Générations Futures.

Conception graphique et mise en page : l'équipe de Générations Futures.

Relecture : Elisabeth Lavallade.

Chères lectrices,
Chers lecteurs,

La **dissolution** de l'Assemblée nationale par le Président Emmanuel Macron à la suite des élections européennes du 9 juin 2024 nous a toutes et tous laissés comme **abasourdis**. Les élections législatives anticipées organisées dans la foulée ont marqué une période d'**intenses craintes** et les résultats finaux ont fait naître de **nouveaux espoirs**. Face à **la montée inquiétante de l'extrême droite** dans notre pays, **Générations Futures s'est engagée sans trembler**. Cette mouvance politique n'a eu de cesse de **prôner la régression** et la mise en danger de nos vies, de nos écosystèmes et a montré **une proximité préoccupante avec les lobbies** agrochimiques et industriels, menaçant de toujours plus de régressions nos politiques publiques en la matière. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder comment les élu.es de ce côté de l'échiquier politique ont voté, aussi bien au niveau national qu'au niveau européen, en matière de santé environnementale ou d'agriculture.

À l'heure où ces lignes sont écrites, le nouveau gouvernement n'a pas encore été nommé, mais **nous savons que les mois et les années qui arrivent nécessiteront un engagement de chaque instant** de la part des forces vives de notre association. Ce qui est certain, c'est que tous les réactionnaires en matière d'environnement ou de santé nous trouveront sur leur route, aux côtés de celles et ceux qui s'engagent pour **préserver le vivant**.

Comme vous pourrez le lire dans cette nouvelle lettre d'information, **nous continuons de mener notre travail avec sérieux, engagement et application**, aussi bien sur le sujet des pesticides que des autres polluants chimiques. Nous ne doutons pas que vous saurez l'apprécier à sa juste mesure.

Nous voulons conclure cet édito en **vous remerciant**. L'année est déjà bien entamée et, malgré les difficultés, **vous êtes toujours plus nombreuses et nombreux à nous rejoindre, à nous partager vos encouragements et à nous conforter** dans nos actions. Alors, un grand merci à vous toutes et tous et, ensemble, continuons de cultiver l'avenir !

Salutations écologistes,

François Veillerette
Porte-parole de Générations Futures



ACTUS - Glyphosate

La commission refuse notre demande d'annulation de la ré-autorisation de l'herbicide. Nous irons devant le tribunal de l'Union européenne !

Cela fait **des années que Générations Futures s'engage dans la lutte contre le glyphosate**, considéré comme un "cancérogène probable" par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) et pourtant largement utilisé dans le monde !

En janvier 2024, après l'annonce de sa ré-autorisation au sein de l'Union européenne (UE) par la Commission (novembre 2023), Générations Futures et d'autres organisations ont adressé à cette dernière **une demande formelle de réexamen du renouvellement pour 10 ans du glyphosate**. Le motif : **la preuve des nombreuses failles dans le travail des différentes parties prenantes de la procédure de renouvellement de la substance** (la Commission, l'EFSA - Autorité européenne de sécurité des aliments et l'ECHA - Agence européenne des produits chimiques). Parmi ces failles, le fait que la Commission rejette 99% des études de la littérature (études indépendantes, non fournies par les industriels) qui attestent de la dangerosité du glyphosate !

Sans surprise, notre demande de réexamen a été **rejetée** par la Commission en juin 2024.

Le combat n'est pas terminé : nous allons contester en justice ce refus !

Nos ONG (Générations Futures, ClientEarth, GLOBAL 2000, PAN Allemagne, PAN Pays-Bas et PAN Europe) disposent de 2 mois pour **introduire un recours en justice et contester la décision de la commission devant le Tribunal de justice de l'UE**. Nous ne lâchons pas l'affaire.

Réautorisation des produits à base de glyphosate au niveau national.

Suite à la ré-autorisation de la substance glyphosate au sein de l'UE, **les États membres doivent désormais prendre une décision sur la ré-autorisation des produits à base de glyphosate** utilisés sur leur territoire, dans un délai de quinze mois.

Un document d'orientation publié par PAN Europe montre que la législation offre des raisons claires d'interdire ces produits, **la Cour de justice de l'UE rappelant l'impératif de ne pas ré-autoriser des produits en cas de doute sur leur sécurité !** Nous avons donc **envoyé une lettre** aux ministres européens de l'Environnement, de la Santé et de l'Agriculture pour les appeler à **s'opposer à une ré-autorisation des produits glyphosate** compte tenu des preuves des dommages qu'ils peuvent représenter pour l'Homme et l'environnement. Affaire à suivre !

Le glyphosate en quelques dates récentes



ACTUS - TFA PFAS

PFAS dans les eaux de la région de Salindres (Gard) : une nouvelle série d'analyses de Générations Futures confirme les résultats de nos prélèvements de 2023 !

Grâce à des **prélèvements d'eau** réalisés en **2023**, Générations Futures a révélé en **2024** l'existence de **rejets d'acide trifluoroacétique (TFA) très importants** près de la plateforme chimique de Salindres, productrice de cette substance. En outre, notre ONG a révélé **la présence de TFA à des concentrations importantes dans la rivière Gard et au robinet, à des kilomètres en aval de Salindres**. Pour rappel, le TFA est **un composé fluoré très persistant**, issu notamment de la dégradation des pesticides PFAS et des gaz fluorés.

En avril 2024, Générations Futures a souhaité **réaliser de nouveaux prélèvements d'eau dans les points testés en 2023 pour comparer** les résultats. Nous remercions nos bénévoles pour leur mobilisation sur cette campagne d'importance.

Conclusions : les rejets de PFAS près de la plateforme sont toujours importants et les eaux de surface sont toujours polluées !



Les concentrations de TFA retrouvées **dans les rejets de la plateforme** de Salindres sont de **6 700 µg/L** contre **7 600 µg/L** dans les prélèvements de 2023. Bien qu'une légère diminution soit observée, **la teneur reste dans le même ordre de grandeur** que celle de nos prélèvements de 2023.

De même, nos nouvelles analyses dans **l'Avène** et le **Gardon** indiquent que **ces eaux de surface** sont polluées aux PFAS à des ordres de grandeur similaires à nos analyses de 2023. **Pour l'Avène**, lors des prélèvements 2024, bien que le niveau des eaux des rivières soit plus élevé qu'en 2023, nous retrouvons toujours **1 000 µg/L de TFA** (contre **3 900 µg/L** en 2023).

Nos analyses indiquent de façon très claire que **les rejets de la plateforme chimique de Salindres sont responsables d'un hot spot très important** de contamination au TFA, probablement parmi les plus importants au niveau mondial. Générations Futures a transmis ces résultats aux autorités et exige **des mesures drastiques** pour limiter les émissions de PFAS à la source.

BRÈVE - Des analyses d'eau potable à l'échelle de l'UE révèlent la présence du TFA PFAS dans 94% des échantillons testés !

Le 10 juillet 2024, des ONG européennes dont Générations Futures ont dévoilé les résultats d'une nouvelle campagne d'**analyses d'eau potable (eau du robinet et eau minérale)** effectuées dans 11 pays de l'UE. **Les résultats sont alarmants** : ils révèlent **la présence du TFA dans 94% des échantillons d'eau du robinet** testés !

Cette nouvelle enquête menée par le réseau PAN Europe - dont Générations Futures est la branche française - révèle que **le TFA PFAS, un polluant éternel, dont les effets sanitaires sont encore très peu étudiés, est massivement présent dans l'eau du robinet et dans des eaux en bouteilles.**

Nos ONG demandent, entre autres, **la mise en œuvre rapide de la restriction générale sur les PFAS** au sein de l'UE !

Nos publications sont disponibles sur notre site internet : generations-futures.fr.

DOSSIER

Régressions en marche : Le sujet des pesticides face aux reculs politiques et législatifs en France.



Ces derniers mois ont été marqués par **des tensions avec le milieu agricole** largement instrumentalisées par les lobbies de l'agrochimie. De ces tensions ont découlé **des régressions politiques** sur des sujets d'agriculture, d'environnement et de santé. Des **lois nationales et européennes majeures** ont été **prises pour cibles** : la stratégie française Ecophyto visant à réduire de 50% l'utilisation et le risque des pesticides d'ici à 2030 ou encore le règlement européen "SUR" se fixant également comme objectif de réduire l'usage et le risque des pesticides à l'échelle de tous les Etats membres. Depuis, on constate une cascade de **reculs qui ont pour effet de réduire la protection du vivant face aux effets néfastes des pesticides**.

Cette situation ne s'est pas améliorée avec **l'instabilité politique en France** qui dure depuis la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée par le Président Emmanuel Macron.

Dans ce contexte, **Génération Futures met tout en œuvre pour faire face aux attaques, aux reculs** et à ce contexte d'incertitudes.



Attaques des normes environnementales et coupes budgétaires.

Ecophyto 2030 : entre mensonge, méconnaissance du droit et reculs !

C'est d'abord la publication de **la stratégie Ecophyto** qui illustre ces reculs. Après des mois d'attente marqués par **une intense pression des syndicats agricoles** tels que la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) et la Coordination rurale, qui ne voulaient plus entendre parler de réduction des pesticides, cette stratégie a finalement été dévoilée le 6 mai 2024 par le gouvernement.

Notre ONG a fait le bilan de cette nouvelle version d'Ecophyto et dénonce une décision particulièrement problématique : **l'abandon de l'indicateur "NODU"**, originellement utilisé pour mesurer l'évolution de l'utilisation des pesticides, au profit de **l'indicateur européen "HRI1"**. Cela alors que, des années durant, nos ONG ont alerté sur cet **indicateur trompeur**, qui ne mesure pas la consommation réelle des pesticides.

En savoir plus sur les biais de l'indicateur "HRI1" en consultant cet article sur notre site "www.generations-futures.fr/actualites/indicateur-ecophyto/" ou en visionnant cette vidéo sur YouTube "www.youtube.com/watch?v=-2a2nhHrYyk".

Outre l'abandon de l'indicateur NODU, d'autres décisions ont signé une régression formidable du plan Ecophyto. D'abord, **le slogan "pas d'interdiction sans solution" est omniprésent** dans le discours du gouvernement et cache la volonté de maintenir des produits dangereux sur le marché encore quelques années de plus, sous la pression d'organisations de producteurs.

Ensuite, **le suivi des substances considérées comme les plus dangereuses devient l'apanage du ministre de l'Agriculture** alors que les autres ministères concernés devraient aussi y être associés. Enfin, **l'ambition de rendre plus accessibles et transparents les usages des pesticides**, notamment dans le cadre de la phytopharmacovigilance avec un accès aux registres d'épandage, a **disparu**.

Selon Générations Futures, Ecophyto 2030 est **un trompe-l'œil** et sa lecture confirme que le gouvernement de Gabriel Attal - par sa faiblesse face à un mouvement agricole d'ampleur - a fait le choix **d'enterrer le projet de réduire fortement la consommation de pesticides en France**.

Depuis les débuts d'Ecophyto en 2008, Générations Futures, présente aux réunions de travail, constate **une montée en puissance des attaques de la FNSEA**, de l'industrie des pesticides, contre l'indicateur NODU. Jusqu'au gouvernement Attal, cet indicateur indispensable pour une mesure objective de l'utilisation des pesticides en France, **a été menacé** grâce au **courage politique de ministres de l'Agriculture** tels que **Michel Barnier** en **2008** ou **Stéphane Le Foll** en **2016**. De même, le gouvernement de Madame Elisabeth Borne, à l'origine de la dernière version d'Ecophyto (Ecophyto 2030), n'a pas non plus proposé de retirer l'indicateur NODU. Il a, au contraire, réaffirmé son rôle central dans le suivi de l'évolution des pesticides et de la bonne exécution du plan de réduction.

La rupture s'est opérée avec le gouvernement de Gabriel Attal, qui a subi de plein fouet **des pressions de syndicats agricoles** tels que la FNSEA, les Jeunes Agriculteurs (JA), la Coordination rurale, et y a **cédé** ! En outre, à l'inverse de ses prédécesseurs, **Gabriel Attal n'a pas souhaité concerter et/ou écouter les parties prenantes** du dispositif Ecophyto (associations de la société civile, experts scientifiques). Il a préféré acheter la paix sociale avec les syndicats agricoles pro pesticides en sacrifiant le NODU au profit de l'indicateur européen HRI1, dont l'Agence allemande de l'environnement (UBA) explique "qu'il calcule une diminution de l'utilisation des pesticides là où il n'y en a pas."

Générations Futures est claire sur ce dossier : tout gouvernement voulant mettre en place une politique sérieuse en matière de réduction de la dépendance de notre agriculture aux pesticides devra absolument **revenir sur cette version d'Ecophyto calamiteuse**.

En savoir plus sur ces attaques en consultant sur notre site l'article : "Ecophyto : Histoire des attaques contre le NODU" : generations-futures.fr/actualites/ecophyto-histoire-nodu/.

FNSEA – JA : une proposition de loi pour attaquer l'environnement !

Ensuite, à la rentrée scolaire 2024, des syndicats agricoles pro pesticides (la FNSEA et les JA) ont dévoilé **leur proposition de loi "Entreprendre en agriculture"**, qui pourrait marquer **un tournant inquiétant pour la protection de l'environnement et de la santé** publique. Sous couvert de défendre la souveraineté alimentaire, ce texte est en réalité consacré à **la primauté de l'agriculture intensive** sur la biodiversité, les ressources en eau et la santé publique.

Quelques propositions non exhaustives : ils réclament **la réintroduction des néonicotinoïdes** (ces insecticides dits "tueurs d'abeilles"), ils militent pour **l'affaiblissement de l'indépendance de l'ANSES** (l'agence sanitaire française qui évalue notamment les pesticides) et ils demandent **l'atténuation des protections environnementales**.

Alors que les discussions sur la loi d'orientation agricole (LOA) - ce dispositif législatif qui vise à imaginer les contours de l'agriculture de demain - ont été suspendues au Sénat après la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, ces dernières devraient reprendre prochainement. Nous ne doutons pas que des sénateurs pro agrochimie **s'inspireront des propositions de ces syndicats** véhiculées par ce texte pour préparer leurs amendements.

Cette proposition de loi **menace de freiner la transition vers un modèle agricole durable**. Générations Futures tire la sonnette d'alarme et appelle à une mobilisation politique et associative contre cette offensive rétrograde.

En savoir plus en consultant sur notre site l'article "FNSEA – JA : une proposition de loi pour attaquer l'environnement" : generations-futures.fr/actualites/fnsea-ja-proposition-loi/

Des coupes budgétaires qui visent la transition agroécologique.

Enfin, Générations Futures alerte sur **différentes annonces de coupes budgétaires** demandées par Matignon, qui touchent notamment les volets "environnement" et "transition agroécologique".

Le 20 août 2024, par "lettre-plafond", le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal, a demandé à Christophe Béchu, ministre démissionnaire de la Transition écologique, **une baisse massive de 1,5 milliard d'euros (-60%) du fonds vert**. Cette initiative, mise en place par l'ancienne Première ministre Elisabeth Borne, a pour objectif d'aider les collectivités à accélérer leur transition écologique dans tous les domaines (industrie, agriculture, gestion de l'eau, etc.). Il lui a également demandé **une réduction de 35% du budget de l'Ademe**, l'Agence de la transition écologique.

Toujours dans le cadre de cette "lettre-plafond", Gabriel Attal a demandé à Marc Fesneau, ministre démissionnaire de l'Agriculture, de **réduire le programme qui finance le volet agricole de la planification écologique**. C'est ainsi que les crédits consacrés à la compétitivité et à la durabilité de l'agriculture en 2025 devraient plonger de 25 %. Précisons que, hormis le volet environnemental, le ministère de l'Agriculture reste relativement épargné par les coupes budgétaires annoncées.

Selon Générations Futures, **ces différentes coupes budgétaires font peser un grand risque de recul** en matière de lutte contre les pesticides, de protection de l'environnement et de la santé des populations.

Le 9 août 2024, le Fonds d'indemnisation des Victimes de pesticides (le FIVP) a publié son rapport d'activités 2023 qui témoigne d'**une croissance continue de son activité** depuis sa création en 2020. En 2023, le FIVP a reçu **681 nouvelles demandes d'indemnisation de la part de victimes de pesticides**, portant le total à 1970 depuis sa mise en place.

Notre ONG alerte ainsi sur **la folie** que serait la volonté de ne pas freiner l'usage des pesticides, alors même que les victimes de ces substances sont en constante augmentation.

En savoir plus sur le FIVP en consultant sur notre site l'article "Bilan 2023 du FIVP" : generations-futures.fr/actualites/bilan-2023-fivp-pesticides/.



Généralions Futures fait barrage et réagit !

Vous l'aurez compris, **le risque de régression politique** sur le dossier des pesticides, de la protection de l'environnement et de la santé des populations **est réel**. Il s'est largement **accentué** récemment avec **la montée en puissance d'actions de syndicats agricoles** pro pesticides, auxquelles ne résiste pas le gouvernement démissionnaire.

Vous pouvez toutefois compter sur Généralions Futures pour **déployer un maximum d'actions pour faire barrage**, lutter contre l'usage des pesticides et défendre la santé et l'environnement !



Courrier de Généralions Futures au futur Premier Ministre.

Le 22 juillet 2024, à l'initiative de Généralions Futures, plusieurs organisations de la société civile ont adressé **une lettre ouverte au futur Premier Ministre**, pour appeler à **une action urgente et décisive en matière de santé et d'environnement**. La lettre appelle à une refonte de la gouvernance et à l'allocation de ressources significatives pour garantir des politiques publiques efficaces et ambitieuses. Elle insiste sur la nécessité d'une stratégie pour atteindre l'objectif ambitieux de **zéro exposition du vivant à des polluants dangereux**.



Actions juridiques.

Généralions Futures, en collaboration avec d'autres ONG, a décidé d'**agir en justice pour dénoncer ces reculs inacceptables**. A l'heure où ces lignes sont écrites, nous ne pouvons vous dévoiler le détail de nos actions en cours mais elles seront présentées sous peu sur notre site Internet.



Plateforme d'interpellation "Secoue Ton Politique".

Vous le savez, **Généralions Futures a créé un outil qui permet d'interpeller tous les décideurs sur nos sujets** (pesticides, PFAS, agriculture biologique, etc.). Cette plateforme d'interpellation nommée "Shake ton politique" ou "**Secoue ton politique**" permet aux internautes **d'envoyer des mails ou de faire des tweets** en ciblant des personnes clés (politiques élus ou non, directeurs d'agences, préfets, etc.). Nous avons décidé d'aller plus loin et travaillons désormais à de **nouvelles options** qui vous permettront de savoir **comment se positionnent vos députés, sénateurs, eurodéputés**, et à terme les maires, sur les pesticides et autres polluants chimiques, sur l'agriculture ou encore sur les OGM. Autant de clés et de notes qui vous permettront de comprendre dans quel sens agissent vos élus. Vous pourrez alors **les interroger directement**, dès lors que vous serez insatisfaits d'un vote ou au contraire **les encourager** quand ils prennent des décisions favorables en matière de santé et d'environnement. Nous vous tiendrons bien sûr informés de l'évolution de notre plateforme dès que les changements auront été intégrés.

Vous avez apprécié notre travail ? Soutenez-nous pour nous permettre de continuer à agir !

Vos soutiens garantissent notre **indépendance**, notre **liberté de parole** et nous permettent de continuer à **agir efficacement** pour **protéger l'environnement** et **la santé** des populations des pesticides et autres substances chimiques ! Si vous le souhaitez, vous pouvez **faire un don sur notre site : generations-futures.fr/agir/faire-un-don/**

ALTERNATIVES

La Semaine Pour les Alternatives aux Pesticides (SPAP) fêtera ses 10 ans en mars 2025 !



Ensemble, faisons de cette édition 2025 un record de mobilisation en faveur d'un modèle agroalimentaire respectueux de l'environnement et de la santé !

La SPAP, c'est **10 jours conviviaux** de mobilisation dédiés à la **promotion des alternatives aux pesticides** de synthèse. 10 jours pendant lesquels un maximum de personnes et d'organisations **partagent leurs connaissances** sur le sujet **par tous les moyens** possibles : conférences, ateliers, visites, expositions, stands d'information, projections-débats, jeux ludiques, interventions dans les écoles, forums, banquets, etc.

Produire et consommer en respectant l'environnement et la santé est indispensable pour faire face à la triple crise planétaire à laquelle nous faisons face : changement climatique, effondrement de la biodiversité et omniprésence des polluants chimiques.

Rappel des nombreux bénéfices d'agricultures sans pesticides de synthèse telles que l'agriculture biologique (AB).

À la demande du Ministère de la Transition écologique, l'Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologiques (ITAB) a publié en 2024 un rapport sur **les externalités de l'AB**.

Résultats :



L'AB est un **levier important de la réduction des émissions de gaz à effet de serre** du secteur agricole ;



Les effets de l'AB sont **bénéfiques à la diversité des espèces (+20%) et au nombre d'individus (+30%)** ;



La consommation de produits issus de l'AB **réduit des risques de pathologies : obésité, diabète de type 2, cancer du sein postménopause, lymphome non-hodgkinien** ;



L'AB est **bénéfique aux services environnementaux des sols**.

Chez Générations Futures, nous sommes convaincus de l'importance de produire et de consommer durablement. Vous qui nous suivez, nous sommes certains que vous l'êtes aussi. **Mais il reste encore beaucoup de personnes à convaincre** ! Profitons donc ensemble de la prochaine SPAP pour agir en ce sens.

Tous les **outils** de la SPAP 2025 seront mis à jour et **disponibles courant septembre 2024**. Pour participer, vous devrez **1 TÉLÉCHARGER** le guide de l'organisateur qui vous aidera de A à Z dans l'organisation de votre événement, **2 L'INSCRIRE** sur le site de la SPAP pour qu'il soit visible de toutes et tous **3** et **COMMUNIQUER** dessus en amont pour qu'un maximum de personnes y prennent part !

Rendez-vous sur le site de la SPAP
"semaine-sans-pesticides.fr" ! À très vite !

JOURNAL DES RELAIS

Notre combat contre les polluants éternels (les PFAS) se poursuit dans les régions françaises !



En Bourgogne-Franche-Comté : des analyses de PFAS dans des eaux de surface et potables.

En août 2024, **une campagne de prélèvements de PFAS dans des eaux de surface et potables** a été effectuée par notre relais nouvellement créé dans le **Jura**. L'objectif : documenter l'exposition des ressources aux polluants éternels en raison de la présence d'une **usine de Solvay productrice de PFAS à Tavaux**. Affaire à suivre pour les résultats des prélèvements !



En Occitanie : une réunion d'information sur la pollution aux PFAS dans le Gard.

En juin 2024, Mathieu, ingénieur chimiste pour Générations Futures, et des membres du relais gardois de l'ONG, sont intervenus lors d'une **réunion d'information** à Alès. L'objectif : revenir sur **les résultats alarmants** publiés par Générations Futures sur **la pollution par les PFAS des eaux de surface et potables** près de Salindres, qui abrite une usine de Solvay, productrice de ces substances.

Pour en savoir plus : avignon.generations-futures.fr.



En Auvergne-Rhône-Alpes : soutien aux activistes en procès face à l'usine Arkema, productrices de PFAS.

En juin 2024, Jean-louis, représentant du relais lyonnais de Générations Futures (à gauche) et Pauline, toxicologue de l'ONG (à droite) sont intervenus lors du **rassemblement en soutien aux 8 activistes d'Extinction Rebellion en procès face à Arkema**. Pauline, s'est ensuite rendue au tribunal pour y être **auditionnée** dans le cadre du procès des militants.

Pour en savoir plus : lyon.generations-futures.fr.



En Ile-de-France : rassemblement pacifique devant le Sénat avant le vote de la proposition de loi PFAS.

Le 30 mai 2024, des membres de l'antenne parisienne de Générations Futures se sont rendus **devant le Sénat**, juste avant le vote de la proposition de loi contre les PFAS. À ce jour, **la loi a été votée au Sénat** et reste dans **l'attente d'un renvoi à l'Assemblée nationale** pour son adoption définitive.

Pour en avoir plus : generations-futures.fr.



Retrouvez nos relais locaux et découvrez leurs actions sur "generations-futures.fr/nos-relais-locaux".

GÉNÉRATIONS FUTURES ANALYSER, ALERTE, AGIR, RÉCOLTER DES VICTOIRES !



Des
"polluants
éternels"
dans la
Seine !

SOUTENEZ GÉNÉRATIONS FUTURES, FAITES UN DON !

Par chèque, à retourner à "Générations Futures, 179 rue La Fayette, 75010, Paris".

Mme/M/Couple :

Personne morale :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél :

Email :

- Faites un don de 25€ (8,5€ après déduction fiscale).
- Faites un don de 50€ (17€ après déduction fiscale).
- Faites un don de 100€ (34€ après déduction fiscale).**
- Faites un don de 200€ (68€ après déduction fiscale).**

Par prélèvement automatique, carte bancaire, virement bancaire : RDV sur "generations-futures.fr", "J'agis", "Faire un don".